

ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Photo Graciela Iturbide

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

HAUT-PARLEUR

Une catastrophe naturelle indissociable de ses tenants politiques

Depuis la Commune Internationaliste du Rojava, nous sommes extrêmement touchés par la tragédie que représente ce tremblement de terre. Nos pensées vont à toutes les familles durement frappées, quelle que soit leur origine. À l'endroit où nous nous trouvons, nous avons senti la terre trembler, mais sans les dramatiques conséquences que connaissent d'autres régions.

Si les frontières marquent des lignes parfois infranchissables, la connexion entre les peuples, elle, n'en a cure. Ici, au nord-est de la Syrie (Kurdistan de l'Ouest/Rojava) vivent des milliers de personnes qui ont une relation forte avec d'autres, ailleurs dans le pays, mais aussi avec les populations du sud de la Turquie (Nord-Kurdistan/Bakur). Nous pensons que les émotions ne doivent pas pour autant nous faire oublier de porter un regard politique sur la situation. Ce qui arrive aujourd'hui n'est pas un événement naturel déconnecté de la façon dont est organisée la société, dont les lignes de fracture nationalistes et racistes divisent les peuples, dont l'économie capitaliste privilégie le profit au

bien-être, dont les politiques des Etats-nations sont guidées par le court-termisme et l'électoratisme.

Bien des voix s'élèvent, en ce moment, pour faire appel à des sentiments solidaires, à des valeurs universalistes. Nous soutenons ces appels, mais sans pour autant accepter de mettre de côté le contexte sociopolitique dans lequel ces événements se produisent. Les responsabilités passées, présentes et futures ne peuvent être effacées sous couvert d'une vision humaniste qui n'a jamais existé, aux yeux des régimes politiques dans les Etats-nations de la région et du reste du monde. Les grands médias s'émeuvent à raison de la situation, mais ces mêmes médias

étaient silencieux, il y a peu, quant aux souffrances de ces mêmes populations et le seront probablement, à nouveau, dans quelques semaines.

Contexte géographique et politique

Le séisme d'une magnitude de 7.8 qui a eu lieu dans la nuit du 5 au 6 février a déjà fait plus de 12.000 victimes et, malheureusement, il est plus que probable que ce nombre augmente encore [plus de 40.000 désormais, *ndlr*]. Les régions les plus touchées sont principalement de peuplement kurde, de part et d'autre de la frontière turco-syrienne. Historiquement délaissées et opprimées par Ankara (comme à Maraş), sous occupation turque et islamiste extrémiste dans le nord de la Syrie (telle qu'à Afrin), ayant connu la brutale répression d'Assad (comme à Alep) ou vivant dernièrement des bombardements turcs (comme à Tal Rifaat). À cela, s'ajoute la présence de milliers des réfugiés, ayant fui les nombreux combats qui déstabilisent la région depuis une décennie.

Cette catastrophe est donc d'autant plus aiguë que les populations vivent des difficultés économiques, et politiques de longue date. Le traitement médiatique actuel majoritaire est un exemple criant de plus de l'invisibilisation dont souffre le peuple kurde. Rares sont les organes de presse ayant pris

la peine de souligner quels peuples vivent dans les régions touchées. L'idée n'est nullement de rendre identitaire cette catastrophe naturelle, la nature ne faisant guère de distinctions culturelles, mais bien de ne pas la délier d'une réalité humaine et historique qui, seule, permet de comprendre réellement les épreuves que vivent les personnes. Une authentique solidarité ne peut exister qu'en prenant en considération les tenants et aboutissants de cette réalité.

Tout sauf une surprise et bien plus qu'une catastrophe naturelle

Ce tremblement de terre est loin d'être le premier qui frappe la région. Celle-ci est au croisement de trois plaques tectoniques, ce qui en fait un lieu propice aux séismes (à titre d'exemple, la Turquie a connu pas moins de 230 séismes dépassant une magnitude de 6, au cours du 20^e siècle, 12 d'entre eux dépassant le millier de victimes). Historiquement, ces catastrophes sont donc nombreuses, la plus récente de vaste ampleur a eu lieu en 1999, se soldant par près de 20.000 morts. Prendre conscience de cette réalité permet de se rendre compte que le régime actuel a tout fait sauf mener une politique préventive en la matière, et ce, malgré les importantes aides européennes reçues pour des plans urbanistiques adaptés.

Depuis des années, des spécialistes en sismologie ont alerté sur le risque imminent de dangereux mouvements de plaques, sans que cela ne fasse réagir le gouvernement. Cela est d'autant plus scandaleux lorsque l'on sait les liens étroits qui unissent le parti de l'AKP¹ et Erdogan lui-même aux secteurs de la construction ainsi que les projets, plus pharaoniques les uns que les autres, menés depuis son accession au pouvoir.

Les cas de corruptions sont innombrables (tant en termes de contrats publics/privés que d'utilisation de matériaux de mauvaises qualités et non-respect des normes), les opposant·es à ces projets et journalistes ayant tenté de mettre la lumière sur ces cas crouillent en prison par dizaines. Les manifestations du Parc Gezi sont un exemple ayant mobilisé de larges secteurs de la population istanbulaire, opposée à la gentrification urbaine, les méga-projets et la destruction de l'environnement. Elles illustrent les dégâts d'une politique économique axée sur l'augmentation de la consommation et une urbanisation centralisatrice qui ne tient nullement compte des aspirations populaires et crée une fracture sociale de plus en plus criante.

Pour ce qui est des régions syriennes, la déstabilisation et les séquelles d'années de guerre sont encore vivaces. Le régime de Damas, avec des alliés internationaux différents à ceux d'Ankara, n'en a pas moins prouvé, de façon tragique au cours de la dernière décennie, être prêt à tout pour rester au pouvoir. Si l'expérience d'autonomie du Rojava² est tolérée, ce n'est que grâce à la force, la dé-

termination et les sacrifices dont elle a fait preuve.

Inefficacité de l'aide et répression des voix critiques

Comme l'illustrent d'innombrables témoignages et contrairement à la propagande gouvernementale turque, bien des régions sont littéralement abandonnées à leur sort. Dans de nombreux lieux (tel qu'à Gaziantep) nulle aide n'était arrivée dans les 12 heures, pourtant cruciales, ayant suivi le séisme. L'inefficacité dans l'aide apportée est en partie structurelle, volontaire et due au contexte géopolitique. Aujourd'hui, sur les réseaux sociaux turcs, le nombre de commentaires appelant à se désintéresser de la mort de personnes kurdes, y compris en bas-âge, est glaçant.

Le gouvernement turc a déjà lancé des menaces claires indiquant que toute critique de mesures prises serait considérée comme une forme de trahison durement réprimée (un numéro d'appel a été créé pour dénoncer ces «*actes subversifs*»). La criminalisation de l'opposition, en cours depuis des années, n'en sera qu'accrue, par un régime aux abois qui renforce un discours de soi-disant unité qui est en réalité un autoritarisme exacerbé: «*Si vous émettez des critiques, vous êtes contre nous et donc contre la nation!*».

Il y a quelques heures Twitter a été purement et simplement fermé en Turquie. En Syrie, parmi les zones les plus affectées, on retrouve notamment celles sous occupation turque et entre les mains de mercenaires islamistes à la solde d'Ankara. Cela implique une désorganisation locale et une difficulté accrue de faire parvenir des aides. L'AANES³ a annoncé vouloir fournir de l'aide aux zones voisines à celles qu'elle administre, alors que le régime d'Assad souhaiterait, lui, monopoliser les aides internationales. La situation d'embargo que connaît le Rojava est un élément qui se fait d'autant plus sentir dans ces moments. L'armée turque pour sa part ne semble pas décidée à observer la moindre trêve malgré la catastrophe. La région de Tel Rifaat, frappée par le séisme, a, par exemple, à nouveau été bombardée la nuit dernière (mardi 7 février).

Instrumentalisation/invisibilisation contre auto-organisation/internationalisme

La priorité est bien sûr à l'urgence des secours. Cependant, il faut d'ores et déjà être attentif à la façon dont cette catastrophe sera, d'une part, instrumentalisée en vue des élections à venir (en mai prochain) mais aussi, de l'autre, pour voir quels enseignements en seront tirés ou pas. Quand une telle catastrophe se produit, les blessures et les besoins ne disparaissent pas en même temps que l'attention des médias. Des vies et des foyers sont détruits, la reconstruction est un processus de longue haleine qui va au-delà du seul béton,

mais devrait impliquer la prévention et le renforcement des capacités locales de réponses à de tels séismes. Il y a fort à parier qu'Erdogan et Assad élaborent déjà des plans pour tenter d'en tirer profit, d'une façon ou d'une autre (telles que l'accentuation de la criminalisation des partis d'opposition, tel que le HDP⁴). Il y a fort à parier que cela soit fait dans la ligne d'une unité nationale qui n'est qu'une façade visant à préserver leur pouvoir au détriment des intérêts des populations.

Les premiers signes laissent penser que cela n'aura malheureusement pas d'effet d'accalmie sur les visées guerrières et répressives de régimes qui ne tiennent, au fond, que grâce à cela. Si aujourd'hui la situation exige une réaction rapide et unilatérale, il ne faudra pas que cette solidarité spontanée se dilue aussi vite qu'elle s'est manifestée, laissant libre cours à des politiques qui ont prouvé, plus que de raison, leurs effets catastrophiques sur la vie de la majorité des populations, aujourd'hui durement frappées.

Nous pensons que ce séisme est symptomatique à bien des égards des effets délétères du paradigme de l'État-nation qui est ennemi de l'autonomie locale et l'auto-organisation décentralisée, d'un capitalisme qui ne cherche jamais le bien-être à long terme des peuples, mais qui se nourrit de crises et de conflits. La région, si tragiquement touchée ces jours-ci, est aussi le berceau d'une construction tenace qui, depuis des décennies, bâtit un modèle politique authentiquement démocratique. Celui-ci est vu, à raison, comme une menace pour le pouvoir des régimes en place. C'est pourquoi il est attaqué de toute part. Aujourd'hui, comme le fait l'Administration Autonome nous souhaitons que la solidarité s'exprime partout et de façon concrète. Demain, lorsque l'émotion se sera atténuée et que les caméras se seront éloignées, nous espérons que les femmes et les hommes qui peuplent cette région du monde ne retomberont pas dans l'oubli. Cela dépend de chacun·e d'entre nous, cela est l'essence même de l'internationalisme qui nous habite qui ne connaît pas de frontières. Aider maintenant pour pallier à l'urgence est indispensable, tisser d'authentiques liens de solidarité pour le futur est vital.

Commune Internationaliste du Rojava
8 février 2023

1. En turc: *Adalet ve Kalkınma Partisi* (Parti de la justice et du développement), parti islamico-conservateur au pouvoir en Turquie depuis 2002.

2. Le Rojava (Ouest, en kurde), est une région rebelle autonome située dans le nord et le nord-est de la Syrie qui a mis en pratique le communalisme cher à l'anarchiste étatsunien Murray Bookchin. La révolution de 2012 y a instauré une société centrée sur les femmes.

3. Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est, autre nom du Rojava.

4. Le Parti démocratique des peuples (en turc: *Halkların Demokratik Partisi*, en kurde: *Partiya Demokratîk a Gelan*) est un parti politique turc représenté à la Grande Assemblée nationale de Turquie. Situé politiquement à gauche, il se veut «représenter la société turque dans sa diversité».

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischche,
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Être filmé·e à son insu, une véritable violence

En octobre 2022, les habitant·es du jardin occupé «Les Lentillères» et du centre culturel autogéré «Les Tanneries» ont trouvé des caméras de surveillance cachées devant ces deux lieux. Selon eux, il s'agit de l'œuvre de la police française. Des photos personnelles ainsi que des images tirées d'Internet permettent de prouver que ces caméras avaient été installées depuis au moins 2019, sur des périodes de plusieurs mois. Ces dispositifs sont composés d'une caméra à globe orientable et d'une antenne de transmission des données. Ils étaient alimentés par le biais du poteau électrique.

Choqué·es mais pas surpris·es, c'est ce qu'ont déclaré les personnes concernées dans un communiqué de presse, en s'adressant à des collectifs, des associations et des individu·es. Iels se sont également adressé·es au Forum Civique Européen.

«Être filmé·e à son insu constitue une véritable violence, de même que de savoir ses déplacements du quotidien auscultés, des moments intimes observés, la vie de tous les jours sous le regard de la police.»

Au cours des dernières années, le Forum Civique Européen s'est engagé à plusieurs reprises aux côtés de personnes des deux collectifs. Dernièrement, nous avons collaboré avec les Tanneries lors de l'accueil de la délégation zapatiste et du *Congreso Nacional Indígena* (CNI)¹. Le quartier libre des Lentillères, lieu de vie et de création pour de nombreuses personnes différentes, sont également un lieu avec lequel nous échangeons régulièrement depuis sa création en 2010. Que ce soit lors de l'occupation en 2010², sur le thème des semences, lors de différentes luttes sociales ou lors de la construction d'une maison communautaire en 2022³.

«Alors que la vidéosurveillance se banalise dans l'espace public sous prétexte d'insécurité», écrivent-iels dans leur communiqué de presse, «le ministère de l'Intérieur étend son usage sous une forme camouflée, illégale, ciblée. Si l'un comme l'autre nous révolte, la surveillance discrète et illégale durant plusieurs mois de l'ensemble des allées et venues de plusieurs centaines de personnes, habitant·es, voisin·es, public et usagè·es est un pas de plus vers un monde où chaque fait et geste est soumis au regard policier.»

Interrogées par nos soins, les personnes concernées ont confirmé qu'un mois après la publication du communiqué de presse, ni le ministère de l'Intérieur, ni la police ne s'étaient exprimées sur le sujet. On ne peut donc que spéculer sur les raisons de la surveillance. Dans le communiqué de presse, on peut lire : *«Dans les lieux que nous faisons vivre, les activités politiques et les oppositions qu'elles font naître dérangent*

le pouvoir en place. Si nous en sommes conscient·es, rien ne peut justifier pour autant ces pratiques d'espionnage et d'intrusion au cœur de nos organisations politiques et dans l'intimité de nos vies. Être filmé·e à son insu constitue une véritable violence, de même que de savoir ses déplacements du quotidien auscultés, des moments intimes observés, la vie de tous les jours sous le regard de la police.

Et la suite alors? Des perquisitions pour découvrir une bouteille d'acétone comme preuve irréfutable d'explosifs en cours de préparation? Une pompe à vélo en guise de matraque? Nos bibliothèques renversées pour mettre la main sur un livre d'histoire de la révolution zapatiste?

Tout ceci cadre bien avec le glissement actuel opéré par le gouvernement qui tend à transformer toute opposition à ses politiques en opération criminelle, en association de malfaiteurs, en 'éco-terrorisme'.

Nous communiquons pour dénoncer ces pratiques, pour les rendre visibles et pour la défense de libertés sensément acquises, et toujours plus menacées.

Au cours des dernières années, les tentatives du pouvoir de monter en épingle différentes 'affaires' se sont répétées: la plus

récente et emblématique est celle de Bure et d'une supposée association de malfaiteurs qui a permis durant des années l'espionnage de militant·es, a produit 16 années d'écoutes cumulées, 85.000 conversations interceptées et 29 personnes et lieux mis sous écoute, pour qu'au final toutes les personnes inculpées soient relaxées du chef d'inculpation d'association de malfaiteurs.»⁴. Iels doivent néanmoins supporter les conséquences de la surveillance. Maintenant, le procureur a formellement fait appel de l'acquittement devant la Cour de cassation. Nous vous tiendrons au courant de la suite de la procédure dans Archipel.

De même, le porte-parole du collectif *Bas-sines Non Merci*, Julien Le Guet, a de nouveau été surveillé. Le collectif fait partie de la campagne *Les soulèvements de la terre*. Des manifestations et des actions de masse sont prévues pour 2023 pour lutter contre le début des travaux de la plus grande méga-bassine à Sainte-Soline dans le département des Deux-Sèvres. Fin janvier 2023, son garagiste a trouvé un traceur sous sa voiture, permettant aux forces de l'ordre, sans doute à l'origine de l'installation, de le géolocaliser en temps réel.⁵ Les faits survenus à Dijon ne sont donc pas des cas isolés.

Notre monde est bien plus beau

«Quoi qu'il arrive,» écrivent les usagè·es de l'espace autogéré des Tanneries et du Quartier Libre des Lentillères dans leur communiqué de presse, *«nous sommes prêt·es à répondre à toute tentative de criminalisation de nos collectifs, médiatiquement, juridiquement et politiquement. Nous ne nous laisserons pas intimider! Nous continuerons à construire et faire vivre d'autres voies vers l'autonomie! Et puisque notre monde est bien plus beau et plus joyeux que le leur»* iels ont invité le 18 février à un bal masqué contre l'espionnage de l'État envers ses opposant·es politiques.

Le vendredi 17 février, il était encore difficile de savoir si et combien de personnes



Bal masqué contre l'espionnage de l'Etat envers ses opposants politiques, 18 février, Dijon

No Bassaran

Le porte-parole du collectif *Bassines Non Merci*, Julien Le Guet, a de nouveau été la cible d'un modus operandi de surveillance digne des enquêtes criminelles les plus sensibles. Jeudi 19 janvier 2023, son garagiste a retrouvé un petit boîtier noir méticuleusement dissimulé sous l'essieu avant gauche de son camion. Après vérification, on lui confirme que ce dispositif est un traceur, numéroté «2919», qui permet aux forces de l'ordre, dont il ne fait aucun doute qu'elles sont à l'origine de la pose de ce matériel, de le géolocaliser en temps réel.*

Ce nouvel épisode du «*Watergate du Marais Poitevin*», débuté en mars 2022 suite à la découverte d'un ensemble de matériel de surveillance militaire devant le domicile du père de Julien Le Guet, confirme l'intensification de la criminalisation et de la répression des militant-es écologistes. Après avoir d'abord nié avoir connaissance de ce matériel, la préfète Dubée avait dû avouer piteusement, trois jours après la découverte du matériel de barbouzerie, qu'il s'agissait de matériel appartenant à la police nationale.

Car en à peine un an et demi, nous dénombrons déjà plus d'une cinquantaine d'auditions libres de militant-es, une douzaine d'inculpé-es avec des dossiers de centaines de pages, une note des renseignements territoriaux, et une menace de dissolution des *Soulèvements de la Terre*¹, des caméras dissimulées, ou encore des mises sur écoute, filatures, perquisitions et interrogatoires. Ceci sans compter, lors des mobilisations, les milliers de gendarmes déployé-es, les hélicoptères mobilisés, au total des millions d'euros dépensés par l'État pour assurer une privatisation de l'eau sereine pour les agro-industriels portant les projets de méga bassines.

À l'inverse des moyens hors normes déployés pour connaître les moindres faits et gestes de Julien Le Guet et de nombreux/ses autres de nos camarades, les plaintes déposées par les défenseur-es de l'eau victimes d'agressions et de violences physiques sont restées sans réponses. Les services préfectoraux sont restés silencieux après que Valentin Gendet, jeune membre de *Bassines Non Merci* ait été molesté² brutalement devant son domicile et envoyé à l'hôpital en novembre dernier. Iels le sont tout autant face aux menaces et intimidations répétées à l'encontre de militant-es anti-bassines tel-les que Jean-Jacques Guillet.

Nous exigeons que toute la lumière soit faite sur ces moyens de surveillance hors norme et l'atteinte grave aux libertés publiques et individuelles qu'ils représentent. Il est hors de question que nos impôts continuent de financer la défense des intérêts des agro-industriels qui s'accaparent l'eau. Halte à la débauche de moyens dissimulés pour réprimer et surveiller les habitant-es lanceur-es d'alerte qui cherchent juste à protéger un bien commun vital: l'eau!

À l'image des centaines de personnalités qui l'ont affirmé avec nous dans Libération le 7 janvier³, nous rappelons que nous ne sommes pas des écoterroristes et que nous ne nous laisserons pas traiter comme tel-les. Nous serons présent-es, plus nombreux/ses que jamais, le 25 mars prochain pour la prochaine grande mobilisation «*Pas une bassine de +*».

No bassaran

* Article tiré du site des *Soulèvements de la terre* <lessoulevementsdelaterre.org>

1. Voir «*Soulèvement de la terre*», de Bernard Schmid, journaliste et juriste, dans Archipel 320 de décembre 2022

2. Vendredi 18 novembre dernier, deux inconnus avaient agressé Valentin Gendet, un militant anti-bassines, devant chez lui.

3. Tribune «*Eco-terrorisme*»: «*les luttes écologistes dans le viseur du ministère de l'Intérieur?*» dans liberation.fr.

viendraient, car le Préfet avait décidé d'interdire tout rassemblement dans le centre-ville le lendemain et de renforcer le dispositif policier. Les organisateur/trices ont cependant maintenu le rassemblement dans le centre-ville: «*L'arrêté ne nous arrêtera pas! On nous reproche de ne pas avoir déclaré ce rassemblement, mais pourquoi est-ce qu'on demanderait à ceux qui nous ont espionné-es l'autorisation de nous retrouver?*

Nous, ce qu'on a prévu, c'est un moment festif, un bal masqué pour danser contre leur monde de merde et se sentir ensemble face à l'intrusion des caméras dans nos vies.»⁶

Malgré l'interdiction, plus de 300 personnes se sont retrouvées sur la place François Rude, située au centre-ville. Hormis quelques fouilles de sacs, la police est restée en retrait. Ses représentant-es, masqué-es, ont écouté les interventions d'activistes et de groupes tels que la Ligue des Droits de l'Homme ou le groupe *Saccage24* qui dénonce les saccages écologiques et sociaux causés par les Jeux olympiques 2024 à Paris.

Le rassemblement, accompagné d'une batucada, a décidé de défiler et de danser dans le centre-ville pour dénoncer haut et fort la surveillance et inviter les gens à se joindre au bal masqué. Vers 16 heures, des appareils électroniques ont été déposés devant la mairie, comme symbole du mécontentement.

«*Nous sommes très satisfait-es de la manifestation, surtout du fait que nous ne nous sommes pas laissé-es intimider et que nous avons maintenu notre appel*», nous a rapporté l'une des organisatrices. «*Le rassemblement, la danse et les manifestations de solidarité nous ont donné de la force*».

Nous continuons

Le collectif dijonnais *Stop surveillance* demande de faire remonter des témoignages de cas de surveillance similaires à l'adresse stopsurveillance@riseup.net.

L'*Union Syndicale Solidaires 21* a invité des associations, des collectifs et des personnes en lien avec *Les Lentillères* et *Les Tanneries* à dénoncer la surveillance. Une tribune de soutien a été publiée le 15 février. Il est encore possible de la signer:

<https://framaforms.org/tribune-contre-la-surveillance-politique-au-quartier-libre-des-lentilleres-et-a-lespace-autogere-des>.

Hannah F.
FCE - France

1. Voir «*Que nous contamine le virus de la résistance et de la rébellion*» dans Archipel N°307 d'octobre 2021, et «*Une déclaration pour la vie*» à lire sur <https://archiv.forumcivique.org/fr/artikel/mexiko-chiapas-eine-erklaerung-fuer-das-leben/>

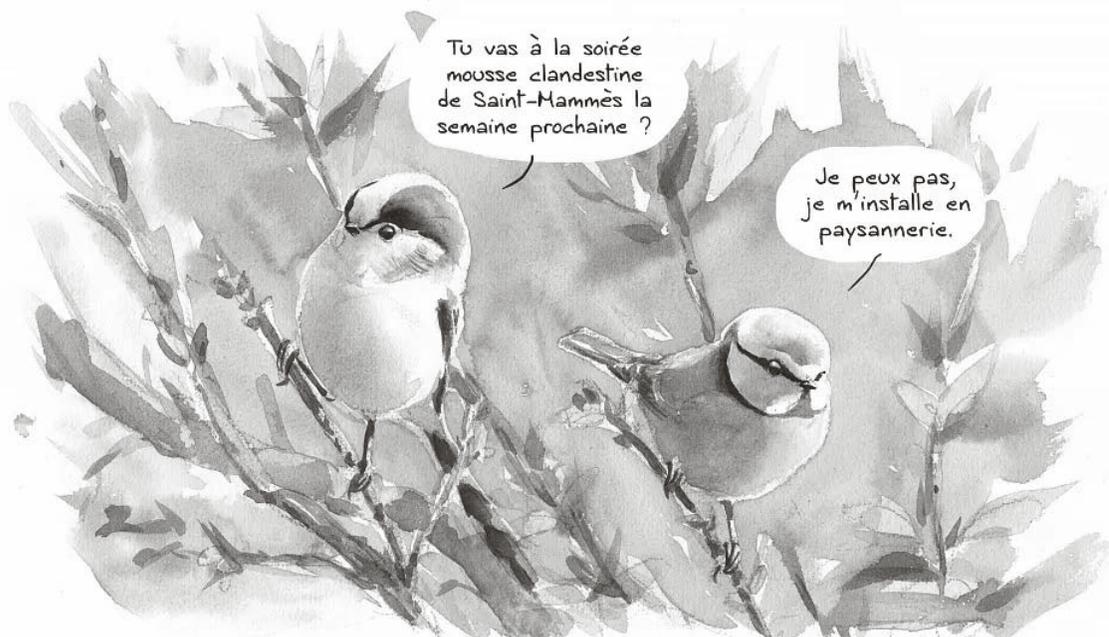
2. Voir «*Libérons les terres!*» dans Archipel N°182 de mai 2010.

3. Voir <https://reporterre.net/Quartier-libre-les-Lentilleres-de-Dijon-veulent-le-rester>.

4. Voir «*Bure: Résistance d'intérêt public*» dans Archipel N°318 de octobre 2022 et «*L'État nucléaire français contre la résistance à Bure*» dans Archipel N°303 de mai 2021.

5. Voir encadré «*No bassaran*».

6. Voir <https://dijoncter.info/rassemblement-le-18-a-14h-contre-la-surveillance-policier-4371>



Lettre de Nijne Selichtche

Le 24 février 2022, l'auteur de cet article écrivait pour Archipel: «Dernière nouvelle avant la clôture de la rédaction: Une invasion à grande échelle des troupes russes en Ukraine a commencé ce matin. Des dizaines de milliers de personnes sont en train de fuir. Nous organisons des hébergements et aidons là où nous le pouvons». Un an, et une multitude de bricolages dans l'urgence, de contacts avec d'autres collectifs auto-organisés, de réseautages en Ukraine et en Europe, plus tard, il continue à nous tenir informé·es des actions du FCE, au village et dans le reste de l'Ukraine.

Nous nous approchons du 24 février et nous avons tellement envie de tourner la page. Il fait très beau, il y a des restes de neige mais ça sent un petit peu le printemps. Ihor Mitrov, jeune poète ukrainien engagé volontaire dans l'armée dès février 2022, a récemment donné une longue interview dans laquelle il s'exprime de manière nuancée sur son expérience. Il ne regrette pas sa décision mais il répond aux gens qui affirment que s'il s'en sort vivant, il sera enrichi de tout ce qu'il aura vécu: «rien du tout. La guerre n'est pas une école, la guerre est une punition».

Aujourd'hui (vendredi, 10 février), une pluie de missiles s'est de nouveau abattue sur l'Ukraine et nous sommes dans le noir depuis quelques heures. Les enfants ont été renvoyés de l'école après plus de deux heures dans les abris. Mais tout ça ressemble à de la routine. Pas de routine bien sûr pour ceux et celles qui ont la malchance de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment.

Près du front

Nastya et Genia, nos ami·es artistes se sont rendu·es il y a dix jours au *Tato-Hub* à Kramatorsk¹ pour créer avec des enfants entre 5 et 17 ans des cartes postales, représentant leurs lieux préférés dans la ville et en racontant l'histoire qui va avec. C'est un moyen de leur donner une voix et de leur faire sentir qu'il y a dans ce monde des gens qui s'intéressent à eux et elles. Ces enfants sont enfermés dans des appartements et des caves depuis presque un an. Pas d'école, pas de sport, aucune vie sociale. La situation à Kramatorsk et ses alentours a empiré. Le responsable du *Tato-Hub*, centre social et culturel indépendant et le dernier lieu qui proposait des activités en présentiel vient de nous écrire il y a trois jours qu'il a été obligé de fermer par souci de sécurité, c'est triste. Lorsqu'on l'avait rencontré au mois de décembre, il avait raconté qu'à Kramatorsk vivaient actuellement 70.000 personnes, dont un grand nombre d'enfants. Beaucoup d'entre elles étaient parties au début de la guerre et

étaient rentrées à l'automne. Il est peu probable qu'iels repartent, même si le front s'approche. Dans le même chapitre, Katia, une amie de l'organisation *Les cerfs du Père Noël* qui travaille depuis 2014 dans l'est de l'Ukraine, nous a appelé·es il y a quelques jours. Elle s'est rendue à Bakhmout. Elle a été choquée de constater qu'il y avait toujours environ 200 enfants dans cette ville où il n'y a plus de maison qui n'ait pas été touchée par des obus. Connaissant notre gêne², elle nous a demandé de l'aide pour offrir à un maximum d'enfants une perspective au moins temporaire après leur évacuation. Nous sommes prêt·es. Reste à convaincre les parents (le plus difficile) et à organiser les voyages. A suivre. Bakhmout a été fermé pour les civil·es il y a deux jours, ce qui rendra l'évacuation encore plus compliquée.

Nos amis du groupe *Base-UA* ont réussi à évacuer deux grandes familles (14 personnes) de Siversk, près de Bakhmout, vers deux maisons qu'iels ont achetées dans le sud de l'Ukraine, non loin de la Moldavie. Cela semble un bon choix, les prix des maisons y sont très modestes et elles sont habitables immédiatement. L'un de leurs collègues, un volontaire médical américain, a été tué par un tir d'obus lors d'une évacuation de Bakhmout en janvier. Au sujet des logements pour des réfugié·es, une enquête récente indique que la Transcarpatie est devenue, depuis le début de la guerre, la région la plus chère pour la location de petits appartements. A Ouhhorod, le loyer pour un appartement d'une pièce coûte en moyenne plus de 400€. Les propriétaires s'en mettent plein les poches. Plusieurs camarades de notre ami Maksym Butkevych³ ont été libérés depuis le nouvel an. L'un d'eux a témoigné que Maksym va relativement bien et garde le moral. Il serait dans une prison de l'oblast de Louhansk, dans une cellule avec d'autres officiers de l'armée ukrainienne. La province de Transcarpatie n'est guère représentative de l'Ukraine à bien des égards, que ce soit en temps de guerre ou de paix. Lorsque, après le Nouvel An, nous n'avons plus eu que

4-5 heures d'électricité par jour, nous avons soudainement été touché·es davantage, et des protestations isolées ont éclaté, surtout là où il y avait manifestement des inégalités de traitement pour certains quartiers ou entreprises. Les protestations et peut-être aussi une situation générale un peu améliorée ont fait que nous sommes actuellement approvisionné·es en électricité à 50%, ou plus.

Malheureusement, nous ne disposons pas dans notre région d'acteurs forts qui pourraient porter la corruption de l'entreprise d'électricité sur la place publique avec la force nécessaire.

Sondage

Et encore un sondage qui montre de manière impressionnante comment la société ukrainienne évolue:

L'Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences d'Ukraine a posé les mêmes questions à un nombre représentatif de personnes en Ukraine en novembre 2021 et en décembre 2022. Les changements sont stupéfiants:

- le nombre de personnes qui pensent que «notre vie s'améliorera plus ou moins l'année prochaine» est passé de 20,2% à 67,9%;
- le nombre de personnes qui se considèrent avant tout comme des citoyens ukrainiens est passé de 62,6% à 79,7%;
- le nombre de personnes qui estiment que «le gouvernement central remplit presque toutes ses fonctions» est passé de 5,2% à 41%;
- le nombre de personnes qui pensent que «la situation va probablement s'améliorer» est passé de 13,2% à 76,2%;

- 75,3% sont tout à fait confiant·es dans le fait que l'Ukraine gagnera la guerre, 20,4% supplémentaires sont plutôt confiant·es à ce sujet. La corruption dans l'armée dont des journalistes d'investigation ont récemment publié les preuves n'a pas vraiment surpris grand monde ici. Mais pour vous donner une idée à quel point les gens sont dégoûtés, il faut comprendre à quel point iels soutiennent l'armée avec le peu de moyens dont iels disposent:

- 37% des Ukrainien·nes cèdent systématiquement et volontairement une partie de leur salaire mensuel à l'armée;
- 29% soutiennent l'armée ukrainienne d'une autre manière;
- 16,5% compensent leur colère après de nouveaux tirs de roquettes par des dons à l'armée;
- 6,5% servent dans l'armée ukrainienne;
- 6% donnent de petites sommes d'argent chaque jour;
- seuls 5% ne voient pas l'intérêt de tout cela et ne donnent pas d'argent.

Il n'y a pas de doute que la corruption ne cessera pas du jour au lendemain, mais ce combat est ouvert sur bien des fronts lui aussi. Le ministre sera sans doute changé prochainement, et plus important, les achats effectués par le ministère sont désormais publiés. Et trois vice-ministres de la Défense ont été remplacés ce matin par des gens dignes de confiance.

Jürgen Kräfter FCE - Ukraine
Nijne Selichtche
vendredi, 10 février 2023

Quelques documentaires pour aller plus loin:

·Sasha Protiakh, *My favourite job*, un film sur les évacuations de Marioupol.
<<https://www.youtube.com/watch?v=NssYa-ZwIsl>>

·Lien vers l'équipe de cinéastes de Marioupol dont fait partie notre ami Sasha Protiakh:
<<http://www.freefilmmers.org/en/#about-us>>

·Solidarity collectives, international volunteers in Bakhmout region, sur des anars qui se sont mobilisé·es en équipes médicales au front (sous-titres en français et autres langues).

<<https://www.youtube.com/watch?v=2Sdc6BY-ZB4>>

1. Vous trouverez le récit de leur voyage en français sur le site du FCE <<https://forumcivique.org/>>.

2. Voir «Ukraine: Rire pour ne pas pleurer», Heike Schiebeck, FCE, *Longo maï*, *Archipel* 315, juin 2022.

3. Voir «Ukraine: Liberté pour Maksym Butkevych!», Michael Rössler, FCE, *Archipel* 317, août 2022.

L'âge de la retraite on s'en fout

Depuis de nombreuses semaines, les mobilisations et grèves contre la réforme des retraites voulue par le président Macron, ne cessent de s'amplifier. L'article le plus souvent mis en avant est celui qui prévoit de repousser l'âge du départ à 64 ans, contre les 62 ans actuels. Pourtant, c'est loin d'être le seul qui pose problème. Voici ce qu'en dit Contre-Attaque, précédemment Nantes Révoltée, dont le nouveau projet se veut incarner une contre attaque à la fois médiatique, culturelle et politique.

L'injustice de la réforme est déjà abondamment documentée: la casse sociale en cours fera payer les plus pauvres et les femmes en premier lieu, tout le monde l'a compris. Mais l'essentiel de la contestation se focalise sur l'âge de départ, pour le plus grand bonheur du gouvernement. Elisabeth Borne¹ l'a annoncé aujourd'hui [29 janvier 2023] sur France info: l'âge de départ à la retraite à 64 ans n'est «plus négociable». Une façon de montrer la détermination du gouvernement à casser le système de retraites, malgré la détestation populaire et la fragilité de sa majorité (relative) à l'Assemblée. Mais c'est surtout une façon de s'assurer un fusible si la contestation gagne en ampleur: l'âge légal de départ à la retraite, aussi symbolique soit-il, n'est pas le cœur de sa réforme. Laisser durer la contestation jusqu'à un recul de cet âge «non négociable» a priori pourrait être une façon d'afficher une défaite de façade tout en reportant une victoire politique.

Loi Touraine:² un calendrier accéléré

Le cœur de la réforme porte en réalité sur l'accélération de la loi Touraine, votée en 2014 par le Parti «Socialiste». On comprend pourquoi les franges les plus molles de la NUPES³ sont aussi discrètes sur la question: ce sont elles qui ont cassé le système de retraites, le gouvernement macroniste ne fait que précipiter son effondrement. Concrètement, cette réforme allonge progressivement la durée de cotisation nécessaire pour toucher une retraite à taux plein. Pour une majo-

rité de la population, la question sera donc de choisir entre être vieux et pauvre ou mourir en travaillant, puisque la réforme prévoit de passer à une durée de cotisation de 172 trimestres. Avec une carrière démarrée tard ou des périodes de chômage, il faudra la plupart du temps travailler jusqu'à 67 ans pour obtenir une pension complète: qui se soucie alors de l'âge légal à 64 ans? Sans changement global, les jeunes ne verront de toute façon pas leur retraite.

L'arbre qui cache la forêt

Se focaliser sur les 64 ans, c'est donc faire le jeu du gouvernement puisque le problème est ailleurs. Comme un arbre qui cache la forêt, il est mis en avant pour deux raisons: imposer une réforme «nécessaire» et servir de garantie au gouvernement. D'abord il permet de faire culpabiliser les personnes souhaitant partir tôt, en érigeant le travail comme une fin en soi, comme le mode de vie souhaitable. Le travail n'est pourtant qu'aliénation dans une société capitaliste: il symbolise la mort et la souffrance. Le terme même de «travail» provient du latin *tripalium*, un instrument de torture...

Pour bien faire culpabiliser les masses, quoi de mieux que de montrer les efforts réalisés dans d'autres pays? Le Japon est souvent cité en exemple, les médias de milliardaires s'extasiant sur une possible retraite à 70 ans, sans âge limite. Ces derniers jours, de nombreux reportages fleurissent sur ces employé·es japonais·es travaillant à plus de

80, voire 90 ans. C'est sans préciser que le niveau des pensions est tellement faible, et le coût de la vie tellement important, que les seniors n'ont bien souvent pas le choix. L'angle retenu est pourtant trop souvent culturel, et même raciste: ces Japonais·es dévoué·es qui voudraient travailler *ad vitam aeternam*, pas comme ces feignant·es de Français·es qui voudraient partir à 60 ans.

Autre exemple à suivre pour le gouvernement: la Suède, qui a instauré il y a plus de 20 ans la retraite à 65 ans. Sauf que les Suédois et Suédoises partent en moyenne à 62 ans, avec des retraites incomplètes. Et encore, certaines années passées hors-travail sont prises en compte, comme le service militaire obligatoire ou les années d'études supérieures, ce qui n'est pas le cas dans le projet de Macron. Pourtant le créateur de la réforme suédoise, le libéral Karl Gustaf-Scherman, affirme désormais que c'était une mauvaise idée et appelle Macron à ne pas s'en inspirer.

Quelle durée de cotisation en Europe?

Malgré ces mauvais exemples, la propagande gouvernementale continue à justifier la réforme en s'appuyant sur ce qui est fait dans d'autres pays, par exemple sur le site *Vie Publique*⁴. Tout en admettant que les systèmes sont très différents et difficilement comparables, il s'agit de s'en inspirer pour le seul âge de départ en retraite. Le discours serait bien différent si l'on s'en inspirait pour la durée de cotisation, que Macron entend porter le plus vite possible à 43 ans. En Grande-Bretagne, un·e retraité·e peut partir avec une pension complète après 30 annuités, tandis qu'il en faut 35 en Belgique, Allemagne et Espagne, et 36 en Italie. La Grèce prévoit de passer de 37 à 40 ans de cotisation: même le rouleau compresseur de la Troïka⁵ n'a pas été aussi loin que Macron lorsque l'Union européenne et le FMI ont forcé la Grèce à réaliser des réformes libérales.

Lorsqu'une personne n'a pas suffisamment cotisé, elle peut tout de même partir en retraite à l'âge légal, mais en subissant une décote. Et là encore, l'État français est sans pitié: jusqu'à 25% de retraite en moins pour ces populations souvent plus précaires que les autres (les femmes, souvent, ou celles et ceux qui ont connu de longues périodes de chômage). En comparaison, notre voisin allemand plafonne ce système de décote à 7% du montant de la pension: beaucoup d'Allemand·es partent à 63 ans, sans trop y perdre.



Source Le Poing, lepoing.net

1. Première ministre de France depuis le 20 mai 2022 et grande manieuse de 49.3, dispositif permettant à l'Etat français d'imposer l'adoption d'un texte par l'Assemblée, immédiatement et sans vote, ce à quoi l'Assemblée ne peut s'opposer qu'en renversant le gouvernement par une motion de censure.

2. Dernière réforme des retraites à avoir été adoptée par le Parlement, le 18 décembre 2013, elle n'est entrée en vigueur que le 1er janvier 2020. La réforme Touraine allonge progressivement le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une pension à taux plein. Le principal effet de la réforme Touraine est de reporter les départs en retraite, pour éviter une décote de la pension, ce qui relève de facto l'âge de départ effectif.

3. La Nouvelle Union populaire écologique et sociale est une coalition de partis politiques de la gauche française mise en place pour les législatives de 2022.

4. <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/287940-systeme-de-retraite-comment-font-les-autres-pays-de-lue>.

5. À partir de février 2010, le terme désigne les experts représentant la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international, chargés d'auditer la situation économique grecque et notamment l'état de ses finances publiques dans le cadre de l'accord de refinancement de la Grèce.

L'exemple du CPE en 2006⁶

Mais alors pourquoi focaliser sur un âge légal qui ne change rien à l'injustice sociale de cette réforme? Pour servir de fusible: l'État se montre inflexible sur un point symbolique de la réforme, la contestation monte, elle dure, les grévistes fatiguent, perdent de l'argent et de l'énergie dans la lutte, s'épuisent, et si vraiment le gouvernement se trouve en difficulté, s'il doit reculer, alors il fait sauter le fusible.

Cette manœuvre politicienne est bien connue, et l'un des exemples les plus parlant de ces dernières années est celui du CPE en 2006. Souvent présenté comme une victoire syndicale qui a forgé une génération de militant·es, il s'agit en réalité d'une immense défaite pour les luttes. Un projet de loi «d'égalité des chances» inique qui augmente la précarité, légalise le travail de nuit dès 14 ans pour les apprenti·es et un tas d'autres crasses venues de la droite chiraquienne. Pour faire passer la pilule, le gouvernement De Villepin⁷ y ajoute un article qui focalisera l'attention: la possibilité de signer un Contrat Première Embauche, sorte de CDI où la période d'essai dure deux ans, sans que les «protections» du salariat ne s'appliquent. Immédiatement c'est la grève, mais le gouvernement attendra deux mois avant de retirer cet article, qui ne serait de toute façon jamais passé devant le Conseil Constitutionnel. «Victoire!» crient les syndi-

cats qui stoppent les grèves et appellent à lever les occupations dans les facs. Tout le reste de la loi passe comme une lettre à la Poste: défaite des droits sociaux, largement amplifiée depuis par les gouvernement successifs, qui saccagent méthodiquement le code du travail.

Dans deux mois, en cas de très forte mobilisation, l'âge légal sera peut-être «ramené» à 63 ans, le gouvernement aura «fait des concessions» et Laurent Berger de la CFDT⁸ signera avec bon cœur cette «victoire» syndicale. C'est à ce moment-là qu'il s'agira d'être vigilant·es, qu'il faudra tenir le plus fort, être les plus solidaires et offensif·ves, car c'est à ce moment-là qu'un véritable mouvement pourra réclamer mieux.

C'est lorsqu'il n'aura plus de fusible qu'il faudra faire sauter les plombs de ce gouvernement.

Contre-attaque*

29 janvier 2023

* <https://contre-attaque.net/>

6. Le projet de loi instituant en France le contrat première embauche (CPE) puis son adoption par le Parlement français le 31 mars 2006 entraînent, au cours des mois de février, mars et avril 2006 un important mouvement étudiant et lycéen, soutenu par des partis politiques et par la plupart des syndicats.

7. Premier ministre du 31 mai 2005 au 17 mai 2007, sous Chirac.

8. Confédération française démocratique du travail, syndicat considéré comme «social-traitre» pour avoir très souvent négocié contre les intérêts des travailleur·euses.

ESPAGNE / AGRICULTURE

Les tomates d'Almeria

Dominik et Irina, de la ferme collective Hart 7 en Carinthie, un des États fédérés d'Autriche, ont eu l'idée de se rendre dans le sud de l'Espagne, en janvier et février 2023, pour transformer en *sugo*¹ des tomates qui seraient sinon jetées et parallèlement, de rendre public ce processus, mais aussi les dessous de l'agro-industrie, et d'en faire prendre conscience aux Européen·nes du Nord. Voici leur compte-rendu.

Le travail de communication de *Free Sugo* – c'est ainsi que nous avons appelé notre projet – est réalisé entre autres par les réseaux sociaux et un projet de film documentaire. Nous avons emporté du matériel semi-professionnel, suffisamment de gigaoctets pour Instagram, un drone, une GoPro² et de nombreux bocaux à vis vides. Jusqu'à présent, à la mi-février, nous avons rempli 191 bocaux, que nous continuons de donner. Beaucoup reviendront pleins en Autriche et seront offerts à des personnes alliées et solidaires.

Cela fait maintenant un mois que nous sommes dans la région de Nijar et nous commençons à nous rendre compte qu'il nous faudrait probablement passer un an ici pour comprendre tous les niveaux auxquels se jouent et se croisent les problématiques qui interagissent ici de manière problématique. Les routes migratoires, la mondialisation capitaliste et la destruction de l'environnement se conjuguent pour donner naissance à une vaste zone recouverte de plastique, sur les serres comme dans le lit des rivières, une zone qui s'assèche de plus en plus et où les puits d'irrigation sont déjà creusés si profondément que l'eau est trop salée pour

arroser. Une région où les chèvres et les vaches sont nourries avec les restes de légumes, où des familles sénégalaises et marocaines vivent dans des arrière-cours parce qu'on ne leur propose qu'un travail d'exploitation et pas de logement décent. Une région où les petit·es paysan·nes sont malgré tout heureux·ses de pouvoir vivre tant bien que mal et sont d'une certaine manière très fier·es de leur terre. Iels apprécient les bonnes conditions climatiques qui leur permettent de vendre des tomates à 65 cents le kilo dans toute l'Europe. Ce qui, à notre avis, n'est pas du tout un prix équitable, sachant qu'en Autriche, un kilo de tomates à cette époque de l'année coûte environ 5 euros au supermarché.

Évacuations

Comme *Archipel* en parle régulièrement³, le syndicat SOC-SAT s'engage aux côtés des travailleur·euses des serres. Dernièrement, plusieurs manifestations ont été organisées via la plateforme *derecho a techo*. Le projet de la municipalité de démolir un bidonville où vivaient jusqu'à 500 migrant·es est vivement critiqué. Le 22 janvier, nous avons participé à une manifestation où Yusuf (nom modifié), originaire

A VOS POSTES

Des émissions réalisées par Radio Zinzine ce dernier mois :

Un tour d'horizon avec Hanna Perekhoda et Denys Gorbach

Hanna est doctorante à l'Institut des Études politiques à l'Université de Lausanne. Ses recherches portent sur l'histoire de l'Ukraine. Elle est née à Donetsk et est arrivée en Suisse en 2013.

Denys est doctorant en science politique à Sciences-Po Paris. Ses recherches portent sur la politisation des classes populaires ukrainiennes. Il est né dans la ville industrielle de Kryvyi Rih et est arrivé à Paris il y a cinq ans.

<<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7914>>

La Turquie dans la tourmente. Séisme et corruption

Avec Jean-François Pérouse, géographe, spécialiste de la Turquie, qui vit à Istanbul depuis 1999. Un tour d'horizon de la situation catastrophique après le tremblement de terre destructeur du 6 février 2023, sur fond de corruption généralisée et de népotisme jusqu'au sommet de l'État.

<<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7915>>

Composer les mondes

C'est une expression employée par l'anthropologue Philippe Descola dans un documentaire éponyme. Au cœur de cette réalisation, d'Eliza Levy, il y a la rencontre entre l'anthropologue et des gens de Notre Dame de Landes. Cette séparation entre culture et nature que Descola refuse à la manière des peuples amazoniens qu'il fréquente, il en trouve également une réfutation empirique à la ZAD, sur notre continent.

<<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7890>>

La Russie vue de la périphérie

Vladimir Politov, Volodia pour ses amis, est parti de Russie quelques mois avant le déclenchement de l'invasion russe de l'Ukraine. Il est musicien professionnel, passionné de la balalaïka, et vient du grand nord de la Russie, de la République des Komis. En France il a rejoint Perrine Poupin, chercheuse au CNRS à Grenoble, qui a notamment étudié l'empire russe, l'Union Soviétique et le monde post-soviétique. Dans ce long entretien, Volodia et Perrine évoquent la réalité d'une telle région périphérique et sa relation au centre.

<<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7801>>

du Ghana, nous a raconté que sa baraque toute simple en forme de tente à Walili, le plus grand bidonville de la région, devait être évacuée prochainement, mais que le gouvernement local ne proposait aucune alternative. Il ne cesse de s'exclamer, interrogatif: «*We should go, but to where? To where?*» (Nous devons partir, mais pour aller où? Où?).

Une semaine plus tard, nous étions effectivement témoins de l'expulsion. La police arrive à 7 heures du matin; alors qu'il fait encore

nuit, les gens sont expulsés de leurs cabanes, qu'ils occupaient parfois depuis des années. La pelleuse était déjà sur place. Alors que la police tente d'empêcher les gens de sauver encore plus de choses des baraques, la pelleuse commence déjà à raser les premières cabanes. Les ONG et les médias sont présents. À ce moment-là, il n'y a pas de ramassage organisé vers les abris d'urgence, ni de stand d'information, ni même de thé. Nous parlons avec Ahmed, originaire du Maroc, et lui demandons où il va maintenant. Il nous répond qu'il s'est déjà préparé et qu'il déménage avec ses neveux dans l'autre campement autogéré près d'Atochares. Il nous demande de l'y emmener avec le reste de ses affaires. Nous le faisons et sommes même invité·es à déguster du pain fraîchement cuit par la voisine, de l'huile d'olive et du thé noir. Quelle matinée de folie! Mais le plus fou dans cette histoire, c'est que beaucoup de ces personnes qui sont harcelées ici travaillent dans les plantations de légumes – dans des conditions qu'aucun·e Espagnol·e n'accepterait. L'industrie agroalimentaire dépend de ces travailleur·euses à bas salaires, tout comme l'ensemble de la commune et de la région, qui devrait donc également être responsable de la création de logements abordables pour ces travailleur·euses. Même si nous n'avons pas une vue d'ensemble de la situation, nous avons l'impression que les autorités et les employeur·euses se reposent sur la certitude qu'il y aura toujours assez de personnes du Sud non européen prêtes à travailler sans contrat pour 5 euros de l'heure, sept jours sur sept.

Absurdité de la culture de tomates

La culture intensive de légumes sous plastique pour le marché principalement nord-européen s'en prend aussi à l'écosystème. La forte sécheresse de la région d'Almeria est due au

changement climatique, mais aussi à l'agro-industrie. Les serres, dont la superficie est estimée à 60.000 hectares, sont irriguées presque toute l'année à l'aide de réservoirs d'eau de pluie, d'eau de mer dessalée, qui est très chère, ou d'eau de puits. Les puits sont creusés de plus en plus profondément, souvent de manière illégale. Vanessa, une agricultrice, nous a même raconté qu'elle ne pouvait plus utiliser l'eau du puits sans la diluer, car le puits est si profond que l'eau est déjà salée. La pollution de l'environnement par les plastiques, qui sont éliminés illégalement ou emportés par le vent, et l'empoisonnement des sols par les produits de pulvérisation sont d'autres graves atteintes à l'environnement.

Avec notre petit projet de recherche, d'éducation et de sauvetage alimentaire *Free Sugo*, nous nous occupons en premier lieu des tomates. Selon nos calculs⁴, environ 140 camions chargés exclusivement de tomates quittent chaque jour l'Espagne. L'Autriche à elle seule importe tellement de tomates par an qu'une colonne de camions de tomates ferait environ 100 km de long. Selon la plateforme de formation en matière de politique agricole *Land schafft Leben*⁵, la consommation autrichienne de tomates a doublé au cours des 25 dernières années. La tomate est le légume qui est le plus consommé. Tout en critiquant le système, face à ces chiffres, nous ne pouvons pas nous empêcher de critiquer le comportement des consommateur·trices. Rien qu'en raison de la consommation de carburant, nous devrions privilégier les légumes régionaux et de saison. Les légumes de garde d'hiver, comme les diverses betteraves, ne sont toutefois pas très connus et appréciés, ce qui est incompréhensible. Il est effrayant de constater qu'il en va de même pour la consommation dans le sud de l'Espagne. Au lieu de profiter de la douceur de l'hiver pour assurer sa propre souveraineté alimentaire, on trouve au marché hebdomadaire des poires et des pommes qui viennent de loin et des olives du Maroc, mais peu de légumes qui pousseraient idéalement sans serre.

De mon point de vue, il est totalement inutile qu'un seul camion de tomates soit acheminé vers l'Europe centrale, mais si j'évoque quelque chose de ce genre avec les agriculteur·trices locaux, ils sont naturellement choqués. Cette région d'Espagne, pauvre en structures jusqu'à il y a quelques décennies, peut relativement bien se maintenir à flot économiquement grâce à cette production. Le maraîcher Javi me répond par exemple: «*Mais c'est notre travail, c'est ce qui nous fait vivre. Pas très bien, mais nous en vivons.*».

Serait-ce possible?

Même si je me sens légèrement colonialiste à ce sujet, je dessine dans ma tête une image nouvelle et rafraîchissante de cette région. Je vois un soutien (financier) trans-régional et national pour la reconstruction d'un écosystème et d'un système économique qui fonctionneraient et qui pourraient se permettre de payer et de traiter les migrant·es de manière équitable. Je vois des paysan·nes qui, grâce à leurs connaissances agricoles et aux bonnes conditions de culture, pourraient nourrir tout le sud de l'Espagne de manière saine et durable. Je vois des systèmes éprouvés ou innovants de couverture du sol ou d'ombrage, par exemple, pour lutter contre la sécheresse. Je souhaiterais pour cette région et ses habitant·es, que j'apprécie tant, que la terre soit aménagée ensemble de manière durable sur le plan social, économique et écologique. Que la terre soit davantage nourrie qu'aspérée, que les gens puissent profiter de l'abondance de soleil d'une manière non destructrice.

La solidarité transnationale avec les migrant·es exploités ou ignorés est absolument nécessaire. Grâce à la mise en réseau de différentes plates-formes et organisations, nous devons nous engager ensemble pour qu'au moins les labels bio européens veillent à ce qu'aucune violation des droits humains n'ait lieu dans leurs serres, de même que les subventions de l'UE devraient être liées à certains critères de qualité. Nous devons faire pression sur les supermarchés d'Europe du Nord pour qu'ils ne proposent pas de légumes avec ces conditions de production.

Et pourtant, je me demande quels seraient les effets secondaires d'une telle approche. Les petit·es agriculteur·trices ont également besoin de notre solidarité. Ils seraient soumis·es à une plus grande pression en raison d'exigences et de contrôles plus stricts et, dans le meilleur des cas, ils exigeraient davantage d'argent de la part des consommateurs finaux. S'ils deviennent trop cher·es pour Lidl et consorts, ceux-ci importeront du Maroc, où le mode de culture est encore plus douteux et les conditions de travail encore pires.

De quelque manière que nous le tournions, nous devons dessiner de toutes nouvelles utopies, parallèlement aux luttes solidaires et à l'engagement pour une plus grande autonomie alimentaire. Parce que nous ne pouvons pas aller plus loin dans ce système, nous devons peindre ensemble des images courageuses, colorées et saines. J'aimerais utiliser les jours restants ici à Almeria pour de tels débats: échanger avec des ouvrier·es agricoles, des agriculteur·trices et des commerçant·es sur des alternatives utopiques, de manière ouverte et d'égal·es à égal·es.

Irina Schaltegger
Anthropologue activiste
Hart 7 (Autriche)



Knife Tomato, Richard Diebenkorn, 1962

1. Sauce tomate d'origine italienne.
2. Caméra d'action pouvant filmer à 360 degrés.
3. La liste est longue, vous pouvez taper «SOC/SAT» dans le moteur de recherche de <https://forumcivique.org>.
4. Nos calculs résultent des chiffres d'importation et d'exportation de tomates tirés des statistiques de la FAO en tonnes, disponibles en ligne, et de nos conversions approximatives en nombre de camions, en estimant leur longueur et la distance entre les véhicules.
5. Organisation qui montre aux consommateur·trices comment les aliments sont produits en Autriche, comment la production se déroule sur place dans les fermes, comment fonctionne la transformation et comment le produit fini se retrouve finalement dans le commerce alimentaire.